

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 20/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES DE SAVY SA

lieudit Savie
42330 CHAMBOEUF

Références : UID 4243 MEA 022 0419
Code AIOT : 0006101298

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2022 dans l'établissement CARRIERES DE SAVY SA implanté Savie 42330 CHAMBOEUF. L'inspection a été annoncée le 01/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE SAVY SA
- Savie 42330 CHAMBOEUF
- Code AIOT : 0006101298
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrières de Savy exploite une carrière de roche dure (granite et gneiss) sur la commune de Saint-Médard-en-Forez. Elle produit des granulats destinés au secteur du BTP, notamment sur les chantiers de terrassement et des blocs d'enrochement (aménagement paysager).

La carrière a été autorisée en dernier lieu par un arrêté préfectoral du 5/02/2015 pour une durée de 12 ans.

Suite à une plainte, une inspection a été réalisée le 2 mai 2022 et a donné un arrêté préfectoral de mise en demeure le 7 juin 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécurité	AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1	/	Sans objet
2	Sécutité	AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance	AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1	/	Sans objet
4	Conditions d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 05/02/2015, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que 2 non conformités sur les 4 de la mise en demeure sont levées.

Les 2 autres non conformités sont levées partiellement. En effet, l'exploitant a engagé des travaux (clôture, restitution de la bande de sécurité, devis pour une étude géotechnique) mais un délai supplémentaire lui est nécessaire pour finaliser l'ensemble des actions.

Les engagements pris lors de l'inspection semblent raisonnables et notamment :

- finalisation des aménagement à l'Est au printemps 2023 (avec des opérations de remise en état),
- finalisation de la bande de sécurité le long de la route fin février 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : de respecter sous un délai de 3 mois : 1°) les dispositions prévues à l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2015 en rétablissant une clôture solide et efficace. Article 17 de l'APA du 5 février 2015 : Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation. L'entrée du site autorisé est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : La clôture côté sud a été refaite en suivant le sommet du talus. En revanche la clôture le long de la route présente toujours une détérioration au niveau du piézomètre. En effet, les techniciens doivent enjamber la clôture pour faire les prélèvements. // <i>faut prévoir un accès sécurisé au niveau du piézomètre.</i> L'arrêté préfectoral de mise en demeure n'est que partiellement levé. <i>Par ailleurs, l'exploitant doit encore renforcer la signalisation du danger le long de la route.</i>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécurité
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Distance limite
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : De respecter sous 6 mois: 1°) les dispositions prévues à l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant une bande de sécurité de 10 mètres entre le bord de l'excavation et la route au niveau de la parcelle cadastrée 23.</p> <p>2°) les dispositions prévues à l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant une bande de sécurité de 10 mètres entre le bord de l'excavation et la limite d'autorisation au niveau des parcelles 1108 et 1658 par acquisition foncière. A défaut, et en justifiant l'impossibilité de l'acquisition foncière, l'exploitant fera réaliser une étude géotechnique par un organisme compétent qui devra intégrer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une étude de la stabilité des fronts à long terme, dans le cadre du réaménagement du site, - une étude des conséquences de l'extraction au pied des fronts au niveau de la parcelle 1108, - le cas échéant, les préconisations à mettre en œuvre pour assurer la stabilité à long terme et pour la poursuite de l'extraction sur la parcelle 1108. <p>Article 22 de l'AP du 5 février 2015: Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p>
<p>Constats : 1°) Le long de la route, l'exploitant a commencé à taluter en démarrant juste après le bassin situé à l'entrée de la carrière et a réalisé un enrochement au niveau du virage. Après l'enrochement, il reste encore environ 10 mètres linéaires qui n'ont fait l'objet d'aucune action. L'exploitant a marqué les 10 mètres à partir du bord de la route. Ces 10 mètres se situant dans le talus nouvellement formé puis au pied de l'enrochement constitué. Même si le bord de la route a été conforté, le talutage opéré n'est pas suffisant pour rétablir la bande des 10 mètres. Un talutage plus large nécessite toutefois de reculer les pistes d'accès au front supérieur et d'accès au fond de la carrière tout en maintenant des conditions de sécurité suffisantes pour la circulation des engins.</p> <p>L'arrêté de mise en demeure n'est donc que partiellement levé. L'exploitant doit établir un échéancier précis des travaux nécessaires au rétablissement de la bande des 10 mètres. Lors de l'inspection, l'exploitant a affirmé que l'échéancier suivant était techniquement possible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - recul des pistes d'ici fin janvier, - finalisation de la reconstitution de la bande des 10 mètres d'ici fin février. <p>2°) Pour le côté Nord (parcelle 1108), l'exploitant dit n'avoir pas eu de retour du propriétaire du terrain pour une acquisition foncière. L'exploitant a fourni un devis signé pour une étude géotechnique (la date d'intervention n'est pas encore connue).</p> <p>Pour le côté Est (parcelle 1658), l'exploitant a décidé de rétablir une bande des 10 mètres. Pour ce faire, il a retaluté en remblayant 2 banquettes existantes (et déjà réaménagées) à 460 et 467 m NGF. Actuellement une banquette provisoire a été conservée sur le dessus du talus ainsi reconstitué pour permettre l'accès pour réaliser les ensemencements. Au-dessus de cette banquette provisoire, il reste un front sommital dont la hauteur maximale est de 6 mètres. La 2ème étape consistera à mettre la terre végétale (en février) et à faire un semis (en mars). Lors de la 3ème étape, l'exploitant finalisera le talus supérieur pour reconstituer une pente douce en assurant le lien avec le terrain naturel (pente 3 pour 2), ajout de terre végétale puis semis et boisement. L'ensemble des travaux sera finalisé au printemps 2023.</p>

<p>L'exploitant a partiellement répondu à la mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en engageant une étude géotechnique, - en engageant les travaux de reconstitution de la bande de 10 mètres côté Est. L'exploitant devra établir une nouvelle coupe du côté Est, comparable à la coupe annexée à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5/02/2015. <p><i>L'exploitant devra transmettre un échéancier précis pour la finalisation des travaux le long de la route sous 15 jours.</i></p> <p><i>Il devra également fournir l'étude géotechnique pour le Nord et mettre en application ses recommandations potentielles.</i></p> <p><i>Il devra établir une nouvelle coupe topographique du côté Est, après travaux.</i></p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/06/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Réunion de suivi de site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>De respecter sous 6 mois:</p> <p>4°) les dispositions prévues à l'article 51 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en organisant une première réunion de suivi de site puis en respectant la fréquence.</p> <p>Article 51 de l'AP du 5 février 2015:</p> <p>Au moins une fois par an, en liaison avec les municipalités de SAINT-MEDARD-EN-FOREZ et CHAMBOEUF, l'exploitant organisera une réunion ayant pour objet le suivi de l'exploitation et de la remise en état. A cette occasion, il communiquera les résultats des contrôles et mesures effectués dans le cadre du présent arrêté.</p> <p>Il tiendra, en tant que de besoin, informée l'administration des remarques formulées par les participants à cette réunion convoquée à son initiative.</p>
<p>Constats : Les commissions de suivi avec chacune des municipalités concernées (Saint Médard en Forez et Chamboeuf) se sont déroulées les 7 et 8 novembre 2022.</p> <p>L'exploitant a transmis la présentation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions d'exploitation
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/02/2015, article 1
Thème(s) : Autre, Piste d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : De respecter sous 6 mois : 3°) les dispositions prévues à l'article 23.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant la piste d'accès aux fronts supérieurs longeant le côté sud/sud-ouest.</p> <p>Article 23.1 de l'AP du 5 février 2015: La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p>
<p>Constats : Une piste d'accès au front supérieur a été rétablie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet